Rapport financier 2016

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Labelle

Code géographique : 78120

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Occupation
du territoire
Québec

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier S3

Section I - États financiers

Table des matières S5

États financiers audités S6 - S25

Renseignements non audités S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières S30

Taux global de taxation réel audité S31 - S34

Autres renseignements financiers non audités S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières S54

Données prévisionnelles S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal S67

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion S68

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Claire Coulombe, atteste la véracité du rapport financier

de Labelle (Nom de l'organisme) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Labelle (Nom de l'organisme) pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-19 (Date).

[Originale signée]

Signature _____ Date 2017-04-06

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la MUNICIPALITÉ DE LABELLE, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE LABELLE au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE LABELLE inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2, S23-3 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Comptables professionnels agréés

PATRICE FORGET, CPA auditeur, CA
Mont-Tremblant

DATE 2017-04-06

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Budget 2016	Réalisations 2016			Réalisations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	4 297 825	4 264 334		4 264 334	4 217 233
Compensations tenant lieu de taxes	2	130 600	124 809		124 809	126 605
Quotes-parts	3					
Transferts	4	182 645	249 940		249 940	242 849
Services rendus	5	204 016	304 883		304 883	263 796
Imposition de droits	6	193 300	209 202		209 202	226 029
Amendes et pénalités	7	30 000	40 787		40 787	58 776
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	53 000	12 787		12 787	95 252
Autres revenus	10	160 000	164 909		164 909	134 407
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	5 251 386	5 371 651		5 371 651	5 364 947
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	325 000	26 597		26 597	204 030
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	16					
Autres	17		9 134		9 134	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18					
	19	325 000	35 731		35 731	204 030
	20	5 576 386	5 407 382		5 407 382	5 568 977
Charges						
Administration générale	21	816 421	711 049	17 684	728 733	812 460
Sécurité publique	22	574 993	564 682	46 502	611 184	639 361
Transport	23	1 253 062	1 341 552	350 360	1 691 912	1 600 738
Hygiène du milieu	24	836 300	637 266	323 997	961 263	1 060 839
Santé et bien-être	25	16 000	21 902		21 902	15 931
Aménagement, urbanisme et développement	26	283 032	277 691	33 875	311 566	320 244
Loisirs et culture	27	832 463	867 746	105 861	973 607	837 614
Réseau d'électricité	28					
Frais de financement	29	140 105	141 635		141 635	134 936
Effet net des opérations de restructuration	30					
Amortissement des immobilisations	31	933 928	878 279	(878 279)		
	32	5 686 304	5 441 802		5 441 802	5 422 123
Excédent (déficit) de l'exercice	33	(109 918)	(34 420)		(34 420)	146 854

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(109 918)	(34 420)	146 854
Moins: revenus d'investissement	2	(325 000)	(35 731)	(204 030)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(434 918)	(70 151)	(57 176)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4	933 928	878 279	895 779
Produit de cession	5		66 500	
(Gain) perte sur cession	6		4 842	
Réduction de valeur / Reclassement	7			2 161
	8	933 928	949 621	897 940
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(298 676)	(338 838)	(385 138)
	18	(298 676)	(338 838)	(385 138)
Affectations				
Activités d'investissement	19	( )	(48 835)	(52 746)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	124 820	93 000	55 779
Excédent de fonctionnement affecté	21	(109 500)		21 968
Réserves financières et fonds réservés	22	(215 654)	(266 141)	(194 377)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(200 334)	(221 976)	(169 376)
	26	434 918	388 807	343 426
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		318 656	286 250

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	325 000	35 731	204 030
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	(49 750)	(53 993)	(22 778)
Sécurité publique	3	( )	(27 959)	(1 441)
Transport	4	(468 760)	(455 442)	(202 143)
Hygiène du milieu	5	(300 000)	(26 211)	(364 071)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	(218 589)
Loisirs et culture	8	(378 415)	(91 376)	(104 595)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )
	10	(1 196 925)	(654 981)	(913 617)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	( )	(22 233)	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		80 000	532 534
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		48 835	52 746
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		123 942	72 798
Excédent de fonctionnement affecté	16			59 546
Réserves financières et fonds réservés	17		373 130	48 403
	18		545 907	233 493
	19	(1 196 925)	(51 307)	(147 590)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(871 925)	(15 576)	56 440

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	1 422 891	1 421 257	1 388 820
Charges sociales	2	338 866	327 771	326 177
Biens et services	3	2 344 201	2 099 531	2 046 469
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	109 834	108 160	134 877
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	28 675	29 893	
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	1 596	3 582	59
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	375 913	387 406	538 035
Transferts	10			
Autres	11		30 237	11 032
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	130 400	140 780	80 875
Amortissement des immobilisations	14	933 928	878 279	895 779
Autres				
- Créances/réclamation/subv.	15		14 906	
-	16			
-	17			
	18	5 686 304	5 441 802	5 422 123

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Budget	Réalisations	
		2016	2016	2015
Revenus				
Taxes	1	4 297 825	4 264 334	4 217 233
Compensations tenant lieu de taxes	2	130 600	124 809	126 605
Quotes-parts	3			
Transferts	4	507 645	276 537	446 879
Services rendus	5	204 016	304 883	263 796
Imposition de droits	6	193 300	209 202	226 029
Amendes et pénalités	7	30 000	40 787	58 776
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	53 000	12 787	95 252
Autres revenus	10	160 000	174 043	134 407
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	5 576 386	5 407 382	5 568 977
Charges				
Administration générale	14	837 338	728 733	812 460
Sécurité publique	15	625 946	611 184	639 361
Transport	16	1 643 029	1 691 912	1 600 738
Hygiène du milieu	17	1 152 168	961 263	1 060 839
Santé et bien-être	18	16 000	21 902	15 931
Aménagement, urbanisme et développement	19	321 070	311 566	320 244
Loisirs et culture	20	950 648	973 607	837 614
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	140 105	141 635	134 936
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	5 686 304	5 441 802	5 422 123
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(109 918)	(34 420)	146 854
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		12 290 951	12 293 167
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27			(149 070)
Solde redressé	28		12 290 951	12 144 097
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		12 256 531	12 290 951

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Budget	Réalisations	
		2016	2016	2015
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(109 918)	(34 420)	146 854
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(1 196 925)	(654 981)	(913 617)
Produit de cession	3		66 500	
Amortissement	4	933 928	878 279	895 779
(Gain) perte sur cession	5		4 842	
Réduction de valeur / Reclassement	6			2 161
	7	(262 997)	294 640	(15 677)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(22 233)	
Variation des stocks de fournitures	9		(5 650)	4 665
Variation des autres actifs non financiers	10		(14 227)	4 952
	11		(42 110)	9 617
	12	(372 915)	218 110	140 794
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(372 915)	218 110	140 794
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(2 127 072)	(2 267 866)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(2 127 072)	(2 267 866)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(1 908 962)	(2 127 072)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	1 473 238	1 380 752
Débiteurs (note 5)	2	1 946 261	2 312 325
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	25 675	
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	3 445 174	3 693 077
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	483 462	464 179
Revenus reportés (note 12)	12	123 715	140 443
Dette à long terme (note 13)	13	4 746 959	5 215 438
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		89
	15	5 354 136	5 820 149
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(1 908 962)	(2 127 072)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	14 021 035	14 315 675
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	22 233	
Stocks de fournitures	19	34 623	28 973
Autres actifs non financiers (note 17)	20	87 602	73 375
	21	14 165 493	14 418 023
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	12 256 531	12 290 951

Obligations contractuelles (note 18)
Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(34 420)	146 854
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	878 279	895 779
Autres			
- Gain (perte) cession	3	4 842	
-	4		
	5	848 701	1 042 633
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	366 064	48 537
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	19 283	(584 635)
Revenus reportés	9	(16 728)	(12 181)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(25 764)	13 845
Propriétés destinées à la revente	11	(22 233)	2 161
Stocks de fournitures	12	(5 650)	4 665
Autres actifs non financiers	13	(14 227)	4 952
	14	1 149 446	519 977
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(654 981)	(913 617)
Produit de cession	16	66 500	
	17	(588 481)	(913 617)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23		612 534
Remboursement de la dette à long terme	24	(469 575)	(430 662)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	1 096	(5 114)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(468 479)	176 758
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	92 486	(216 882)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 380 752	1 597 634
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	1 380 752	1 597 634
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	34	1 473 238	1 380 752

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code Municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

La Municipalité participe à un partenariat avec la Municipalité de La Minerve. Ce partenariat, dont la Municipalité de La Minerve est mandataire, a pour objet l'opération et l'administration d'un service de collecte des matières résiduelles. Lors de la fin du partenariat, le partage des actifs et passifs se fera à parts égales entre les deux municipalités participantes.

Les états financiers incluent la quote-part de ce partenariat revenant à la Municipalité des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses.

B) Comptabilité d'exercice

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :
-Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
-Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
-Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
-Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
-Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers, sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles ainsi que les hypothèses qui sous-tendent le calcul des obligations au titre de prestations de retraite et le passif au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La Municipalité présente dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le montant disponible ainsi que les placements temporaires d'une durée de moins de 3 mois s'il y a lieu. L'emprunt bancaire représentant la marge de crédit n'est pas inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, il est considéré comme une activité de financement.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers

s/o

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est essentiellement déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective à compter de leur date de mise en service selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	8 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans

L'amortissement des immobilisations en cours sera établi à partir de la date du transfert de l'immobilisation en cours à la catégorie d'immobilisation appropriée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la Municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2016 selon la méthode de la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	712 059	712 019
Placements de portefeuille	2		

Note

L'encaisse affectée est constituée des montants suivants :

Fonds de roulement	90 844 $
Réserve financière pour flotte de véhicules	481 578 $
Fonds de parcs et terrains de jeux	92 259 $
Fonds local réservé à la réfection et l'entretien de certaines voies publiques	47 378 $

5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	376 353	530 765
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	1 178 786	1 431 053
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	37 373	24 176
Organismes municipaux	7	220 907	158 853
Autres			
- Droits de mutation	8	70 449	82 851
- Autres débiteurs	9	62 393	84 627
	10	1 946 261	2 312 325
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 075 840	1 286 577
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	1 075 840	1 286 577
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	35 929	37 777

Note

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26	25 675	(89)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27	( )	( )
	28	25 675	(89)
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29	98 789	116 714
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30		
Régimes à cotisations déterminées	31		
Autres régimes (REER et autres)	32		
Régimes de retraite des élus municipaux	33	14 183	13 706
	34	112 972	130 420

Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35		
Autres	36		
	37		

Note

10. Emprunts temporaires

La Municipalité dispose d'une marge de crédit d'un montant maximum autorisé de 1 100 000 $ au 31 décembre 2016 et celle-ci porte intérêts au taux préférentiel.

11. Créditeurs et charges à payer			
Fournisseurs	38	179 897	123 915
Salaires et avantages sociaux	39	220 631	215 444
Dépôts et retenues de garantie	40	50	15 172
Provision pour contestations d'évaluation	41		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43		
Autres			
- Intérêts courus sur DLT	44	30 178	34 542
- Autres frais courus	45	52 706	75 106
-	46		
-	47		
-	48		
	49	483 462	464 179

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	50		
Transferts	51	1 640	831
Fonds parcs et terrains de jeux	52	87 321	92 244
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	34 754	47 368
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
-	56		
-	57		
-	58		
-	59		
	60	123 715	140 443

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2016	2015
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,75	3,24	2017	2022	61	4 449 700	4 864 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					62		
Gains (pertes) de change reportés					63		
					64		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	10,00	10,00	2018	2018	65	795	1 185
Organismes municipaux	2,19	2,19	2022	2021	66	33 762	38 975
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,82	2,82	2020	2020	67	246 720	285 492
Autres	0,00	0,00	2018	2018	68	20 000	30 000
					69	4 750 977	5 220 552
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(4 018)	(5 114)
					71	4 746 959	5 215 438

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets: Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets: Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme: Location-acquisition		Autres dettes à long terme: Autres		Total 2016
2017	72		80	461 800	88	46 324	97	16 122	105	524 246
2018	73		81	1 819 300	89	46 324	98	15 444	106	1 881 068
2019	74		82	1 535 900	90	46 324	99	5 564	107	1 587 788
2020	75		83	321 600	91	130 224	100	5 686	108	457 510
2021	76		84	167 700	92		101	11 741	109	179 441
2022 et +	77		85	143 400	93		102		110	143 400
	78		86	4 449 700	94	269 196	103	54 557	111	4 773 453
Intérêts et frais accessoires					95	(22 476)			112	(22 476)
	79		87	4 449 700	96	246 720	104	54 557	113	4 750 977

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2016	2015
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	114	(1 908 962)	(2 127 072)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	( )	( )
Autres	116	( )	( )
	117	(1 908 962)	(2 127 072)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	5 154 343	146		173		200	5 154 343
Eaux usées	119	6 510 702	147		174		201	6 510 702
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	5 432 219	148		175		202	5 432 219
Autres	121	1 010 098	149	20 797	176		203	1 030 895
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	3 841 783	151	87 905	178		205	3 929 688
Améliorations locatives	124	2 289	152		179		206	2 289
Véhicules	125	2 606 747	153	453 966	180	196 296	207	2 864 417
Ameublement et équipement de bureau	126	417 576	154	8 934	181		208	426 510
Machinerie, outillage et équipement divers	127	550 739	155	67 904	182		209	618 643
Terrains	128	328 907	156	8 073	183		210	336 980
Autres	129		157		184		211	
	130	25 855 403	158	647 579	185	196 296	212	26 306 686
Immobilisations en cours	131	1 890	159	7 402	186		213	9 292
	132	25 857 293	160	654 981	187	196 296	214	26 315 978
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	2 147 439	161	128 859	188		215	2 276 298
Eaux usées	134	3 808 431	162	162 768	189		216	3 971 199
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	2 306 443	163	267 016	190		217	2 573 459
Autres	136	516 728	164	50 127	191		218	566 855
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	916 004	166	98 669	193		220	1 014 673
Améliorations locatives	139	2 291	167		194		221	2 291
Véhicules	140	1 170 164	168	117 877	195	124 954	222	1 163 087
Ameublement et équipement de bureau	141	364 755	169	12 641	196		223	377 396
Machinerie, outillage et équipement divers	142	309 363	170	40 322	197		224	349 685
Autres	143		171		198		225	
	144	11 541 618	172	878 279	199	124 954	226	12 294 943
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	14 315 675					227	14 021 035
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228	302 552	231		233		235	302 552
Amortissement cumulé	229	(7 564)	232	(15 127)	234	( )	236	(22 691)
Valeur comptable nette	230	294 988					237	279 861

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	238		
Immeubles industriels municipaux	239		
Autres	240	22 233	
	241	22 233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	22 233	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	244	87 602	73 375
-	245		
-	246		
Autres			
-	247		
-	248		
	249	87 602	73 375

Note

18. Obligations contractuelles

La Municipalité s'est engagée par baux et par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 1 140 710 $. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2017 - 469 820 $
2018 - 380 610 $
2019 - 145 140 $
2020 - 145 140 $

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

Au cours de l'exercice 2013, la Municipalité a cautionné un prêt de 13 125 $ pour l'acquisition d'une mule par le Club de ski de fonds de Labelle pour une période de 4 ans, soit jusqu'en octobre 2017. Le solde de ce prêt, au 31 décembre 2016, est de 3 088 $.

b) Auto-assurance

La Municipalité assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme, conjointement avec un programme de supplément au chômage, pour tous ses employés permanents.

c) Poursuites

N/A

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

d) Autres

Contestations d'évaluations

Au 31 décembre 2016, il y a pour une valeur de 188 100 $ d'évaluations municipales contestées. Aucune provision n'est comptabilisée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

22. Instruments financiers

S.O.

		2016	2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	250	1 473 238	1 380 752
Découvert bancaire	251	( )	( )
Ajouter			
-	252		
-	253		
-	254		
-	255		
Déduire			
-	256	( )	( )
-	257	( )	( )
-	258	( )	( )
-	259	( )	( )
-	260	( )	( )
-	261	( )	( )
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262	1 473 238	1 380 752
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

24. Fonds local d'investissement

		2016	2015
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	264		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265		
Autres revenus	266		
	267		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268		
Variation de la provision pour moins-value	269		
	270		
Autres charges	271		
	272		
Excédent (déficit) de l'exercice	273		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	( )	( )
	279		
	280		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	284		
Solde du Fonds local d'investissement	285		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286		
Supportant les engagements de prêts	287		
Supportant les garanties de prêts	288		
	289		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

25. Fonds local de solidarité

		2016	2015
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	290		
Revenus sur les prêts aux entreprises	291		
Autres revenus	292		
	293		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	294		
Variation de la provision pour moins-value	295		
	296		
Intérêts sur la dette à long terme	297		
Autres charges	298		
	299		
Excédent (déficit) de l'exercice	300		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	( )	( )
	306		
	307		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	308		
Revenus reportés	309		
Dette à long terme	310		
	311		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312		
Excédent (déficit) non affecté	313		
	314		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315	
Supportant les engagements de prêts	316	
	317	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

26. Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	952 064	730 418
Excédent de fonctionnement affecté	2	443 861	563 793
Réserves financières et fonds réservés	3	492 477	576 595
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(237 100)	(250 100)
Financement des investissements en cours	5	(3)	38 444
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	10 605 232	10 631 801
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	12 256 531	12 290 951
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	952 064	730 418
Organismes contrôlés[1]	10		
	11	952 064	730 418
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Égout	12	211 660	134 740
- Aqueduc	13	44 304	15 091
- Budget et projets à venir	14	179 424	405 489
- Terrains	15	8 473	8 473
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	443 861	563 793
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	22		
	23		
	24		
	25		
	26	443 861	563 793
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Véhicules	27	267 396	481 563
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	267 396	481 563
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	121 846	90 834
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	34	103 235	4 198
Organismes contrôlés	35		
Montant non réservé			
Administration municipale	36		
Organismes contrôlés	37		
Fonds local d'investissement	38		
Fonds local de solidarité	39		
Autres			
-	40		
-	41		
	42	225 081	95 032
	43	492 477	576 595

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés	44	( )	( )
Régimes non capitalisés	45	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46	( )	( )
Autres	47	( )	( )
Régimes non capitalisés	48	( )	( )
	49	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50	( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	51	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52	( )	( )
Autres			
-	53	( )	( )
-	54	( )	( )
	55	( )	( )
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	56	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	57	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	58	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	59	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	60	( )	( )
Autres			
-	61	( )	( )
-	62	( )	( )
	63	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	64	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	65	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66	( )	( )
Autres			
- autre financement	67	(237 100)	(250 100)
-	68	( )	( )
	69	(237 100)	(250 100)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	70		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71		
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72		
Autres			
-	73		
	74		
	75	(237 100)	(250 100)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	76	(3)	38 444
Investissements à financer	77	( )	( )
	78	(3)	38 444
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	79	14 021 035	14 315 675
Propriétés destinées à la revente	80	22 233	
Prêts	81		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83		
	84	14 043 268	14 315 675
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	85	4 746 959	5 215 438
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	4 018	5 114
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87	(1 075 840)	(1 286 577)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88	(237 100)	(250 100)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89	( )	( )
	90	3 438 037	3 683 875
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	(1)	(1)
	92	3 438 036	3 683 874
	93	10 605 232	10 631 801

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	1	2		3	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2016.

Application de la Loi aux régimes de la Municipalité

Aucun nouvel effet de l'application de la loi n'a affecté la Municipalité de Labelle au cours de l'exercice 2016.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	4	(89)	13 756
Charge de l'exercice	5	(98 789)	(116 714)
Cotisations versées par l'employeur	6	124 553	102 869
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	25 675	(89)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	2 382 722	2 958 824
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9	(2 425 484)	(2 994 735)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	(42 762)	(35 911)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	68 437	35 822
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	25 675	(89)
Provision pour moins-value	13	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	25 675	(89)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	15		1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	2 382 722	2 958 824
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17	(2 425 484)	(2 994 735)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18	(42 762)	(35 911)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	175 932	182 838
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20		
	21	175 932	182 838
Cotisations salariales des employés	22	(92 889)	(83 249)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23	( )	( )
	24	83 043	99 589
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	13 284	13 542
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28		
Variation de la provision pour moins-value	29		
Autres			
-	30		
-	31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	96 327	113 131
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	112 279	140 007
Rendement espéré des actifs	34	(109 817)	(136 424)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	2 462	3 583
Charge de l'exercice	36	98 789	116 714

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	98 006	174 126
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(109 817)	(136 424)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	(11 811)	37 702
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41	40 687	73 659
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	2 382 722	2 958 824
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,00 %	5,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,00 %	5,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53		
Autres hypothèses économiques			
- Âge de retraite	54	60	60
-	55		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56		57		58	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2016	2015
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs			
Passif au début de l'exercice	59	( )	( )
Charge de l'exercice	60	( )	( )
Prestations ou primes versées par l'employeur	61		
Passif à la fin de l'exercice	62	( )	( )
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	( )	( )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64		
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	( )	( )

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	( )	( )
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		

Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2016	2015
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91		

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2016	2015
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 [X] Oui
95 [ ] Non

		2016	2015
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2016	2015
Cotisations des élus au RREM	97	3 014	2 880
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	98	10 157	10 151
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99	4 026	3 555
	100	14 183	13 706

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale		
Dette à long terme	1	4 750 977
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 075 840
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	(3)
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	3 675 140
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	3 675 140
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	134 171
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	3 809 311
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	3 809 311
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TAXES		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 970 578	2 930 040	2 857 044
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	86 913	87 895	87 789
Activités de fonctionnement	3	342 430	347 281	378 363
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	18 230	15 866	22 441
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 418 151	3 381 082	3 345 637
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	246 434	253 757	214 628
Égout	11	167 083	167 539	194 835
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	352 560	355 581	354 976
Autres				
-Environnement	14	40 848	40 185	40 753
-Licence de chien	15	2 700	3 013	2 680
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	15 000	14 402	13 810
Service de la dette	18	55 049	48 775	49 914
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	879 674	883 252	871 596
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	879 674	883 252	871 596
	26	4 297 825	4 264 334	4 217 233

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	6 500	6 600	6 516
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	500	540	488
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	82 400	82 444	82 444
	31	89 400	89 584	89 448
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	25 000	25 564	24 261
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	14 000	7 413	10 653
	35	39 000	32 977	34 914
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	128 400	122 561	124 362
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	1 300	1 382	1 364
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	900	866	879
Taxes d'affaires	43			
	44	2 200	2 248	2 243
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	130 600	124 809	126 605

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52		831	
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	8 000		5 695
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	65 485	114 743	65 485
Enlèvement de la neige	58	65 485	74 744	65 484
Autres	59	8 002	7 830	64 098
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	7 715	6 462	10 525
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	15 000	21 222	20 438
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			8 707
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	12 958	24 108	2 417
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	182 645	249 940	242 849

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96		835	129 913
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	300 000	7 402	37 610
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	25 000		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			36 507
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125		18 360	
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	325 000	26 597	204 030

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	507 645	276 537	446 879

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144	26 000	22 589	27 463
Sécurité incendie	145	5 000	2 500	6 209
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	31 000	25 089	33 672
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	3 000	4 239	3 254
Enlèvement de la neige	150	3 000	2 509	2 717
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	6 000	6 748	5 971
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		1 203	1 104
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167		1 203	1 104
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	37 000	33 040	40 747

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	27 000	42 581	31 595
Sécurité publique	183		20 139	5 296
Transport				
Réseau routier	184	105 666	119 459	121 527
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	7 400	28 074	21 919
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	1 000	3 371	2 927
Loisirs et culture	193	25 950	58 219	39 785
Réseau d'électricité	194			
	195	167 016	271 843	223 049
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	204 016	304 883	263 796
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	18 300	24 985	23 610
Droits de mutation immobilière	198	135 000	150 115	170 393
Droits sur les carrières et sablières	199	40 000	34 102	32 026
Autres	200			
	201	193 300	209 202	226 029
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	30 000	40 787	58 776
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	203			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	53 000	12 787	95 252
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(4 842)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210	114 500	121 585	75 007
Autres contributions	211	25 000	23 200	
Autres	212	20 500	34 100	59 400
	213	160 000	174 043	134 407
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016			Réalisations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	121 848	112 676		112 676	111 772
Greffe et application de la loi	2	131 213	124 866		124 866	134 889
Gestion financière et administrative	3	482 134	415 522	17 684	433 206	509 979
Évaluation	4	51 426	51 644		51 644	52 584
Gestion du personnel	5	29 800	6 341		6 341	3 236
Autres						
-	6					
-	7					
	8	816 421	711 049	17 684	728 733	812 460
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	357 189	356 591		356 591	386 085
Sécurité incendie	10	197 939	191 605	46 502	238 107	238 123
Sécurité civile	11	4 800				
Autres	12	15 065	16 486		16 486	15 153
	13	574 993	564 682	46 502	611 184	639 361
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	683 859	775 447	350 360	1 125 807	1 130 734
Enlèvement de la neige	15	484 881	494 714		494 714	424 055
Éclairage des rues	16	28 049	26 082		26 082	27 323
Circulation et stationnement	17	5 100	4 735		4 735	3 254
Transport collectif						
Transport en commun	18	15 798	15 842		15 842	15 372
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	35 375	24 732		24 732	
	22	1 253 062	1 341 552	350 360	1 691 912	1 600 738

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016			Réalisations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	94 811	78 603	132 350	210 953	228 733
Réseau de distribution de l'eau potable	24	50 627	30 500		30 500	84 679
Traitement des eaux usées	25	59 578	60 746	169 797	230 543	233 277
Réseaux d'égout	26	55 676	41 066		41 066	41 731
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	165 324	89 541	7 564	97 105	105 098
Élimination	28	192 747	192 653		192 653	194 572
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	109 486	53 344	7 564	60 908	98 304
Tri et conditionnement	30			4 860	4 860	
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32	19 150	8 637		8 637	
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	18 900	17 107		17 107	
Protection de l'environnement	38	70 001	65 069	1 862	66 931	74 445
Autres	39					
	40	836 300	637 266	323 997	961 263	1 060 839
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	16 000	21 902		21 902	15 931
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	16 000	21 902		21 902	15 931
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	214 878	210 999	33 875	244 874	247 970
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	15 267	15 331		15 331	15 324
Tourisme	49	52 887	51 111		51 111	54 789
Autres	50					
Autres	51		250		250	2 161
	52	283 032	277 691	33 875	311 566	320 244

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016			Réalisations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	15 466	16 260		16 260	69 516
Patinoires intérieures et extérieures	54	33 778	29 873		29 873	27 843
Piscines, plages et ports de plaisance	55	113 556	102 806	4 059	106 865	129 437
Parcs et terrains de jeux	56	254 664	249 339	24 027	273 366	225 892
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	264 259	329 021	18 830	347 851	215 660
	60	681 723	727 299	46 916	774 215	668 348
Activités culturelles						
Centres communautaires	61			46 593	46 593	
Bibliothèques	62	150 740	140 447	12 352	152 799	169 266
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	150 740	140 447	58 945	199 392	169 266
	67	832 463	867 746	105 861	973 607	837 614
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	138 509	138 053		138 053	134 510
Autres frais	70					367
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		2 462		2 462	
Autres	72	1 596	1 120		1 120	59
	73	140 105	141 635		141 635	134 936
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	933 928	878 279	(878 279)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Rémunération des élus	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	37
Taux des taxes	38
Questionnaire	40

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la MUNICIPALITÉ DE LABELLE (ci-après « la Municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la Municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

[Original signé par]

Comptables professionnels agréés

PATRICE FORGET, CPA auditeur, CA
Mont-Tremblant

DATE 2017-04-06

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions			1	4 268 969
Ajouter				
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM			2	
Déduire				
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	4 635		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4			
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5			
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6			
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative				
Montant relatif aux taxes foncières	8			
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10	4 635
Revenus de taxes			11	4 264 334

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	4 264 334
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	
Total partiel			4	4 264 334
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	233 217		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	14 402		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	247 619
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	4 016 715

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective[1] au 1er janvier 2016[2]	1	402 677 200
Évaluation des immeubles imposables effective[1] au 31 décembre 2016[2]	2	403 947 500
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	403 312 350

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL[3]

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	4 016 715
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	403 312 350
Taux global de taxation réel de 2016	6	___ , 9959 / 100 $

ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Évaluation des immeubles imposables effective au 1er janvier 2016[2]	7	
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016[2]	8	
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.
2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1er janvier ou au 31 décembre, selon le cas.
3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	300 000		50 173
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	55 000		161 764
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11	33 100	20 797	11 100
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	49 750	41 778	306 708
Édifices communautaires et récréatifs	14	378 415	46 127	
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	307 300	453 966	302 552
Ameublement et équipement de bureau	18	68 960	8 934	21 339
Machinerie, outillage et équipement divers	19	4 400	67 904	45 154
Terrains	20		8 073	14 827
Autres	21		7 402	
	22	1 196 925	654 981	913 617

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			50 173
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		20 797	
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			172 864
Autres immobilisations	33		634 184	690 580
	34		654 981	913 617

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dette à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	4 864 900		415 200	4 449 700
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	1 185		390	795
Organismes municipaux	4	38 975		5 213	33 762
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	285 492		38 772	246 720
Autres	6	30 000		10 000	20 000
	7	5 220 552		469 575	4 750 977
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	803 358		51 255	752 103
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	3 130 617		207 583	2 923 034
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	3 933 975		258 838	3 675 137
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 286 577		210 737	1 075 840
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	1 286 577		210 737	1 075 840
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	1 286 577		210 737	1 075 840
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	1 286 577		210 737	1 075 840
	26	5 220 552		469 575	4 750 977
Dette en cours de refinancement	27	( )		( )	
Reclassement / Redressement	28				
	29	5 220 552		469 575	4 750 977

Note

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	51 426	51 644	52 584
Autres	3	83 032	83 386	78 424
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	5 138	5 159	5 864
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	15 798	15 842	7 784
Autres	10			7 588
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	199 707	210 482	362 759
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	15 267	15 331	15 324
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	5 545	5 562	7 708
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	375 913	387 406	538 035

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	4,39	40,00	9 133,00	309 230	108 230	417 460
Professionnels	2						
Cols blancs	3	7,81	35,00	14 219,54	309 931	97 529	407 460
Cols bleus	4	12,95	40,00	26 926,85	617 491	96 136	713 627
Policiers	5						
Pompiers	6	1,61	40,00	3 345,75	102 298	11 104	113 402
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	26,76		53 625,14	1 338 950	312 999	1 651 949
Élus	9	7,00			82 307	14 772	97 079
	10	33,76			1 421 257	327 771	1 749 028

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	6 462				6 462
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	243 478	26 597			270 075
	17	249 940	26 597			276 537

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo-bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Greffe et application de la loi	1	124 866	27		53	124 866	79		105	124 866	131	
Évaluation	2	51 644	28		54	51 644	80		106	51 644	132	
Autres	3	534 539	29	17 684	55	552 223	81	42 581	107	509 642	133	10 624
	4	711 049	30	17 684	56	728 733	82	42 581	108	686 152	134	10 624
Sécurité publique												
Police	5	356 591	31		57	356 591	83	22 589	109	334 002	135	
Sécurité incendie	6	191 605	32	46 502	58	238 107	84	22 639	110	215 468	136	8 947
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137	
Autres	8	16 486	34		60	16 486	86		112	16 486	138	
	9	564 682	35	46 502	61	611 184	87	45 228	113	565 956	139	8 947
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	775 447	36	350 360	62	1 125 807	88	4 239	114	1 121 568	140	46 073
Enlèvement de la neige	11	494 714	37		63	494 714	89	118 765	115	375 949	141	
Autres	12	30 817	38		64	30 817	90	3 203	116	27 614	142	
Transport collectif	13	15 842	39		65	15 842	91		117	15 842	143	
Autres	14	24 732	40		66	24 732	92		118	24 732	144	
	15	1 341 552	41	350 360	67	1 691 912	93	126 207	119	1 565 705	145	46 073
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	78 603	42	132 350	68	210 953	94	7 267	120	203 686	146	21 192
Réseau de distribution de l'eau potable	17	30 500	43		69	30 500	95		121	30 500	147	
Traitement des eaux usées	18	60 746	44	169 797	70	230 543	96		122	230 543	148	
Réseaux d'égout	19	41 066	45		71	41 066	97	3 253	123	37 813	149	52
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	282 194	46	7 564	72	289 758	98	8 979	124	280 779	150	3 776
Matières recyclables	21	61 981	47	12 424	73	74 405	99	9 464	125	64 941	151	3 776
Autres	22		48		74		100	313	126	(313)	152	
Cours d'eau	23	17 107	49		75	17 107	101		127	17 107	153	
Protection de l'environnement	24	65 069	50	1 862	76	66 931	102		128	66 931	154	
Autres	25		51		77		103		129		155	
	26	637 266	52	323 997	78	961 263	104	29 276	130	931 987	156	28 796

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo-bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	21 902	172		187	21 902	202		217	21 902	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159		174		189		204		219		234	
	160	21 902	175		190	21 902	205		220	21 902	235	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	210 999	176	33 875	191	244 874	206		221	244 874	236	
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237	
Promotion et développement économique	163	66 442	178		193	66 442	208	309	223	66 133	238	4 223
Autres	164	250	179		194	250	209	3 063	224	(2 813)	239	
	165	277 691	180	33 875	195	311 566	210	3 372	225	308 194	240	4 223
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	727 299	181	46 916	196	774 215	211	55 760	226	718 455	241	42 972
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	140 447	182	12 352	197	152 799	212	2 459	227	150 340	242	
Autres	168		183	46 593	198	46 593	213		228	46 593	243	
	169	867 746	184	105 861	199	973 607	214	58 219	229	915 388	244	42 972
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	4 421 888	186	878 279	201	5 300 167	216	304 883	231	4 995 284	246	141 635

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	654 981	913 617
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	654 981	913 617

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Gilbert Brassard	18 379	9 189
Claude Nantel	6 126	3 063
Patrice Charette	6 126	3 063
Robert Bergeron	6 126	3 063
Claude Labonté	6 126	3 063
Michel Lefebvre	6 126	3 063
Gaétan Marier	6 126	3 063

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	730 418	898 505
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	730 418	898 505
Ajouter (déduire)			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	318 656	286 250
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(93 000)	(55 779)
Activités d'investissement	6	(123 942)	(72 798)
Excédent de fonctionnement affecté	7	119 932	(325 760)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	221 646	(168 087)
Solde à la fin de l'exercice	12	952 064	730 418
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	563 793	319 547
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	563 793	319 547
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		(21 968)
Activités d'investissement	17		(59 546)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	(119 932)	325 760
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(119 932)	244 246
Solde à la fin de l'exercice	22	443 861	563 793
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	576 595	579 691
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(149 070)
Solde redressé au début de l'exercice	25	576 595	430 621
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	266 141	194 377
Activités d'investissement	27	(373 130)	(48 403)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	22 871	
	30	(84 118)	145 974
Solde à la fin de l'exercice	31	492 477	576 595

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(250 100)	(262 800)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(250 100)	(262 800)
Affectations			
Activités de fonctionnement - Augmentation	35	( )	( )
Activités de fonctionnement - Diminution	36		
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37	( )	( )
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	13 000	12 700
Solde à la fin de l'exercice	39	(237 100)	(250 100)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	40	38 444	(17 996)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41		
Solde redressé au début de l'exercice	42	38 444	(17 996)
Ajouter (déduire)			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43	(15 576)	56 440
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44		
Excédent de fonctionnement affecté	45		
Réserves financières et fonds réservés	46	(22 871)	
	47	(38 447)	56 440
Solde à la fin de l'exercice	48	(3)	38 444
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	49	10 631 801	10 776 220
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50		
Solde redressé au début de l'exercice	51	10 631 801	10 776 220
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Financement à long terme des activités d'investissement	54	(80 000)	(532 534)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55		
Variation résiduelle de l'exercice	56	53 431	388 115
Solde à la fin de l'exercice	57	10 605 232	10 631 801

FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	RÈGLEMENT N°		MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1ER JANVIER		1	200 000
Augmentation			
À même l'excédent de fonctionnement		2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale		3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt		4	
		5	200 000
Diminution		6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE		7	200 000

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

Taxes sur la valeur foncière		**Du 100 $ d'évaluation**
Taxes générales		
Taxe foncière générale (taux unique)	1	, $
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	0 , 6724 $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	0 , 6724 $
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	1 , 3401 $
Catégorie des immeubles industriels	5	1 , 3401 $
Catégorie des terrains vagues desservis	6	, $
Catégorie des immeubles agricoles	7	0 , 6724 $
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	0 , 0218 $
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	, $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	, $
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	, $
Catégorie des immeubles industriels	12	, $
Catégorie des terrains vagues desservis	13	, $
Catégorie des immeubles agricoles	14	, $
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	0 , 0860 $
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	, $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	, $
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	, $
Catégorie des immeubles industriels	19	, $
Catégorie des terrains vagues desservis	20	, $
Catégorie des immeubles agricoles	21	, $
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	, $
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	, $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	, $
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	, $
Catégorie des immeubles industriels	26	, $
Catégorie des terrains vagues desservis	27	, $
Catégorie des immeubles agricoles	28	, $

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (Montant fixe)		**Par unité de logement**
Eau	1	259 , 00 $
Égout	2	183 , 00 $
Eau et égout	3	, $
Traitement des eaux usées	4	, $
Matières résiduelles	5	156 , 00 $
		% de la valeur locative
Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	, %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
Environnement	16,0000	4	
REGL.2005-106 secteurs desservis	,0061	1	
REGL.2005-106 secteurs desservis	26,8900	4	
REGL.2005-106 secteurs non-desservis	,0028	1	
REGL. 2004-90 ligne électrique	110,1300	4	
REGL. 2011-206 Rive-ouest Lac-Labelle	495,8200	4	
REGL. 2012-214 secteurs desservis	,0003	1	
REGL. 2012-214 secteurs non-desservis	,0002	1	
REGL. 2012-214 secteurs desservis	1,4800	4	
REGL. 2014-239 secteurs desservis	,0012	1	
REGL. 2014-239 secteurs desservis	5,2400	4	
REGL. 2014-239 secteurs non-desservis	,0005	1	

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité		**OUI**		**NON**	**S.O.**
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».		1		2 X	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?		3		4 X	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?		5		6 X	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?		7 X		8	
Si oui, indiquer les montants suivants :					
a) le montant total versé en 2016	9	4 635 $			
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10	6 000 $			
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?		11		12 X	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :					
a) crédits de taxes	13	$			
b) autres formes d'aide	14	$			
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?		15 X		16	
Si oui, indiquer le montant.	17	8 201 $			
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?		18		19 X	
Si oui, indiquer le montant.	20	$			
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	4 000	22		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité		**OUI**		**NON**		**S.O.**
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23		24	X	25	
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26		27	X		
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28		29	X		

11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30	
Facteur comparatif de 2016	31	
Valeur uniformisée	32	

12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET?	33	X	34	

Montant de l'aide financière reçue	35	149 487 $
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :		
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	806 441 $
b) Dépenses d'investissement	37	$
c) Total des frais encourus admissibles	38	806 441 $
d) Description des dépenses d'investissement :		
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :		
a) Numéro de la résolution	39	084.03.2017
b) Date d'adoption de la résolution	40	2017-03-20

Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	43
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	44
Calcul de certains revenus de taxes	45
Taux des taxes	47
Taux global de taxation prévisionnel	48
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	51
Questionnaire	53

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	3 019 265
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	87 545
Activités de fonctionnement	3	312 081
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	3 418 891
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	222 655
Égout	11	168 766
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	356 616
Autres		
- Compensation	14	10 843
- Environnement	15	40 448
- Licences de chien	16	3 000
Centres d'urgence 9-1-1	17	14 000
Service de la dette	18	66 460
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	882 788
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	882 788
	26	4 301 679

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	6 600
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	540
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	82 444
	5	89 584
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	25 564
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	7 413
	9	32 977
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	122 561
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	1 383
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	866
Taxes d'affaires	17	
	18	2 249
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	124 810

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière										
Taxes générales										
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x	2	/100$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	362 939 272	x	5	0,6858 /100$	6	2 489 038			
Immeubles de 6 logements ou plus	7	4 786 552	x	8	0,6858 /100$	9	32 826			
Immeubles non résidentiels	10	34 164 976	x	11	1,3669 /100$	12	467 001			
Immeubles industriels	13	1 030 200	x	14	1,3669 /100$	15	14 082			
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	16		x	17	/100$	18				
Autres	19		x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	2 379 400	x	23	0,6858 /100$	24	16 318			
Total						25	3 019 265	26 ( )	27 ( )	28 29 3 019 265

Taxes spéciales										
Service de la dette (taux unique)	30	405 300 400	x	31	0,0216 /100$	32	87 545			
Service de la dette (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	33		x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36		x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39		x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42		x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	45		x	46	/100$	47				
Autres	48		x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51		x	52	/100$	53				
Total						54	87 545	55 ( )	56 ( )	57 58 87 545

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 405 300 400	x	2 0,0770	/100$	3 312 081				
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5	/100$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8	/100$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11	/100$	12				
Immeubles industriels	13	x	14	/100$	15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19	x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	x	23	/100$	24				
Total					25 312 081	26 ( )	27 ( )	28	29 312 081
Taxes spéciales									
Activités d'investissement (taux unique)	30	x	31	/100$	32				
Activités d'investissement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57	58
	Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	x	60	%	61	62 ( )	63 ( )	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)		**Par unité de logement**
Eau	1	226 , 00 $
Égout	2	183 , 00 $
Eau et égout	3	, $
Traitement des eaux usées	4	, $
Matières résiduelles	5	156 , 00 $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
Environnement	16,0000	4	
REGL.2005-106 secteurs desservis	0,0060	1	
REGL.2005-106 secteurs desservis	26,3100	4	
REGL.2005-106 secteurs non-desservis	0,0028	1	
REGL. 2004-90 ligne électrique	119,4000	4	
REGL. 2011-206 Rive-ouest Lac-Labelle	443,4800	4	
REGL. 2012-214 secteurs desservis	0,0003	1	
REGL. 2012-214 secteurs desservis	1,5400	4	
REGL. 2012-214 secteurs non-desservis	0,0002	1	
REGL. 2014-239 secteurs desservis	0,0003	1	
REGL. 2014-239 secteurs desservis	1,4800	4	
REGL. 2014-239 secteurs non-desservis	0,0002	1	

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions			1	4 325 905
Ajouter				
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM			2	
Déduire				
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	24 226		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4			
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5			
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6			
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative				
Montant relatif aux taxes foncières	8			
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10	24 226
Revenus de taxes			11	4 301 679

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	4 301 679
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	
Total partiel			4	4 301 679
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	241 535		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	14 000		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	255 535
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel			11	4 046 144

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	1	4 046 144
Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les revenus de la taxe foncière générale	2	405 300 400
Taux global de taxation prévisionnel de 2017 (ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 $	3	0 , 9 9 8 3 /100 $

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	500 688	15 097			37 546	18 664
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	3 655	459			2 306	
Autres	5	64 649	3 396			31 345	2 184
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	568 992	18 952			71 197	20 848

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	2 846 205	691		3 418 891
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	26 152	306	33 582	66 460
Autres	13	534 172	6 698	159 884	802 328
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	3 406 529	7 695	193 466	4 287 679

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?				
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM				
- Pour la taxe foncière générale	1	X	2	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4 X	5
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM				
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6		7 X	8
- Pour le rôle de la valeur locative	9		10 X	11
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12		13 X	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14	X	15	
Si oui, indiquer le montant.	16	8 993 $		
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	$		
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	5 032 464 $		
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	348 142 $		
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	133 384 $		
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	114 050 $		

AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1, rue du Pont
(no) (rue)
Labelle J0T 1H0
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone (819) 681-3371
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur (819) 686-3820
(ind. rég.) (numéro)
Courriel info@municipalite.labelle.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Claire Coulombe

Téléphone (819) 681-3371
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur (819) 686-3371
(ind. rég.) (numéro)
Courriel ccoulombe@municipalite.labelle.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.

Titre Comptables profesionnels agréés

Adresse 201-969, rue de Saint-Jovite
(no) (rue)
Mont-Tremblant J8E 3J8
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone (819) 425-8691
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur (819) 425-9266
(ind. rég.) (numéro)
Courriel patrice@amyotgelinas.com

Responsable du dossier Patrice Forget, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom

Titre

Adresse
(no) (rue)
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur
(ind. rég.) (numéro)
Courriel

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Claire Coulombe, atteste que le rapport financier de Labelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-04-18 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Labelle .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Labelle consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Labelle détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de (34 420) $.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de ,9959 $.

Date et heure de la dernière modification : 2017-04-10 13:57:16

Date de transmission au Ministère : 2017/06/19